

# Le libertaire

Rédaction.  
Administration : Jean Girardin,  
186, boulevard de la Villette, Paris (19<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## L'ENVERS DU « PACIFISME »

Lorsque nous critiquons et combattions le « pacifisme » à la mode socialiste et bourgeoisie, ce n'est pas simple sectarisme. C'est ce que ce prétendu pacifisme, s'il peut donner un regain de popularité à des gens et des partis qui en ont singulièrement besoin, accroître leur potentiel de domination politique, ne peut même pas donner un semblant de garantie contre ce fléau de la guerre qu'il prétend combattre.

Se fier pour une telle besogne aux politiciens, aux Etats, aux super-États, est une naïveté. Abandonner, pour cette utopie, la seule méthode sérieuse qui consiste à unir les travailleurs conscients, les hommes de pensée libre pour qu'ils rendent la guerre impossible en lui refusant leur participation et par là mettent en échec tous les gouvernements, et par leur libre accord débloquent toutes les autorités établies, c'est la plus lourde des fautes et qui ne peut avoir que les plus douloureuses conséquences.

Il ne serait peut-être pas exact de dire que les gens qui ont organisé les S. D. N., les pactes Kellogg, les multiples accords secrets ou publics que l'on connaît officiellement où que l'on soupçonne depuis les conventions franco-belges jusqu'au rapprochement italo-soviétique, l'on fait dans l'intention consciente de les utiliser à leur fin dans une prochaine guerre. Ils sont peut-être sincères dans leurs déclarations pacifistes. Nicolas II était peut-être sincère aussi lorsqu'il prétendait organiser la paix. Et les braves démocrates étaient sincères aussi qui voyaient une garantie de paix dans le rapprochement de la France avec l'Angleterre et l'Italie.

Mais ces pacifistes ne peuvent ni ne veulent rien changer ni aux conditions économiques et sociales qui rendent les guerres fatales, ni à l'acceptation disciplinée qui les rend possibles. Ils se réservent toujours sournoisement une issue de « défense nationale », permettant de substituer au « pacifisme bâtent » un bellicisme d'autant plus rugissant qu'il prétend venger la cause sacrée de la paix contre un militarisme agressif.

Le 17 décembre, M. Aristide Briand marque très bien ce caractère du prétendu pacifisme dans un banquet offert par le Comité républicain du commerce et de l'industrie. Beau nom symbolique. Car il y a un républicanisme du commerce et

de l'industrie comme il y a un commerce et une industrie du républicanisme.

Aristide a servi un des prêches sur la paix qu'il débute avec la même éloquence que ses discours d'antan sur la grève générale. Avec le même souci de calcul propre à servir les combinaisons politiques auxquelles il appartient.

M. Briand, idole de nos pacifistes, et qui se fait gloire d'avoir fait voter la loi de trois ans et servi la défense nationale, a suggestivement montré la vraisemblance et la mystification du patrio-pacifisme dans la péroration de son discours que nous empruntons au très républicain *Quotidien* :

*J'appelle à ce propos toute votre attention sur les critiques qui m'ont été faites.*

*Ma politique provoqua d'abord l'étonnement dans certains milieux, puis je fus l'objet de certaines résistances, puis enfin, quelques groupements se sont formés pour me faire obstacle. Devant ma résistance et ma philosophie, les injures pluvent. On me qualifia de traitre à ma patrie.*

*Ah ! messieurs, ajouta-t-il d'une voix étranglée, je ne connais rien de plus injurieux pour la France, qu'une pareille opinion extrémiste sur moi !*

*Croyez-vous qu'il suffise de se griser de paroles de guerre pour avoir du courage ? Ces critiques, messieurs ! quel affront pour une nation comme la nôtre.*

*Car, demain, si la France était victime de nouvelles tentatives de mauvaise foi ou d'agression, la France a débilité par Briand », la France de « cet endormeur », de « ce traitre », on la retrouverait vibrante et décidée, telle qu'elle fut toujours, telle qu'elle est !*

*(Ces paroles furent saluées par une ovation vibrante, tous les convives, debout, acclamant le ministre des Affaires étrangères.)*

Les cultivateurs de l'olivier de Locarno prévoient très bien, comme on le voit la possibilité de l'arroser à bref délai avec du sang. Et les républicains du commerce et de l'industrie y applaudissent. Ce qui est, en somme, peu étonnant.

Ce n'est pas sur ces gens-là, évidemment, qu'il faut compter pour tuer la guerre.

PIERRE ESLIENS.

## Histoire d'un faux

« Monde », la revue qui a le rare bonheur de cumuler la gloire scientifique et la gloire littéraire. Einstein et Barousse, ne saurait être suspectée a priori de présenter sous un faux jour systématique les faits ou les documents qu'elle analyse ou qu'elle commente. « Monde » est une revue sérieuse ou alors il n'en existe pas ! Pourtant il m'a paru que certains rédacteurs de seconde main en prenaient leur aise avec la vérité historique. Non pas, certes, que, de mauvaise foi, ils sophisquent cette vérité pour les besoins de la cause. Nous les croyons volontiers de bonne foi. Malheureusement leur état d'esprit, leur mentalité, ne s'accorde pas toujours avec le scrupule de conscience qui fait obligation à tout publiciste de n'avoir une affirmation quelconque qu'il ait prouvé et en s'entourant de tous les éléments de certitude possible. Ceci s'impose plus particulièrement lorsqu'il aborde des événements historiques car on risque de recevoir des faits aux-mêmes le démenti à des allégations ou à des commentaires aventurés et par là, de passer pour un fumiste, sinon pour un menteur.

D'un autre côté, il convient que le lecteur se mette en garde contre toute espèce d'affirmation et se réserve la possibilité de vérifier par lui-même, si la croyance qu'on lui suggère se fonde sur des réalités objectives. A cette condition seulement il ne sera pas dupé.

Voici, par exemple, des commentaires subjectifs que nous trouvons dans « *Monde* », du 6 décembre :

« ... Quand cette lettre fut écrite (lettre d'Engels à un de ses disciples, qui n'est qu'une charge venimeuse contre Bakounine), les rapports entre le Conseil général de l'Internationale (c'est-à-dire Marx) siégeant à Londres et les groupements (c'est-à-dire les diverses sections de l'Internationale) influencés par Bakounine étaient déjà tendus. La Conférence de Londres (septembre 1871) AVAIT RETABLÉ LE TEXTE ORIGINAL DES STATUTS DE L'INTERNATIONALE, et, par là, affirmé que « dans l'état militaire de la classe ouvrière, son action économique et son action politique sont indissolublement unies ». De plus, une résolution spéciale (pourquoi spéciale ?) avait déclaré « qu'il ne serait plus permis à aucune branche ou société déjà admise, de former un

groupe séparatiste (vraiment ?) sous la signature de « section de propagande » alliance de la démocratie socialiste » etc... se donnant des missions spéciales (ah ! ah !), en dehors (oh ! oh !) du but commun poursuivi par la masse du prolétariat militaire réuni dans l'Association Internationale des Travailleurs ». Cette décision logique et nécessaire déjouait les plans de Bakounine qui, dès ce moment, se décide pour la scission. »

Question d'optique sans doute, nous avouons ne pas très bien voir la logique de cette action attribuée à la Conférence, accomplie en réalité par Marx, qui a consisté à jeter l'exclusivité et l'anathème sur des sections affiliées à l'Internationale et dont le procès, la mise en jugement, s'il y avait lieu, n'aurait pu qu'être l'œuvre d'un Congrès régulier. On ne juge pas un homme sans l'entendre, à plus forte raison des groupements, des collectivités, des sections. Cela fut cependant et rien ne prouve mieux que la logique marxiste et l'équité simple sont deux choses absolument distinctes. Non seulement Marx n'avait pas qualité pour juger, non seulement la Conférence n'avait pas qualité pour décider au sujet des Fédérations réputées suspectes, mais — et les documents historiques l'attestent — à l'abus du pouvoir, Marx et sa coterie ont ajouté l'usage du faux. Voilà ce que le rédacteur de « Monde » s'est bien gardé de dire.

L'épisode relatif aux dénèlés intestines que l'intrigue marxiste, et non pas Bakounine, suscitait partout ou la « nécessité » imposait de désagréger, de désunir, ad majorum gloria auctoritatis (la fin justifie les moyens !) n'est d'ailleurs qu'un incident secondaire. Le fait capital de la Conférence fut ce qu'on appelle LE RETABLISSEMENT DES STATUTS DE L'INTERNATIONALE DANS LE TEXTE ORIGINAL. Voyons ce qu'il en est.

Marx a exposé, dans un appendice à la nouvelle édition anglaise (édition revue et corrigée dans le sens indiqué par la Conférence), que le texte français primitif était fautif sous divers rapports, qu'il était une tradition infidèle due à la connaissance insuffisante de la langue anglaise chez les traducteurs français. Or, le texte français était bel et bien le *texte original des statuts*, celui qui avait été adopté par le Congrès de Genève en 1866 ! Il fallait beaucoup d'audace pour faire

### ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 "	Un an ... 30 fr.
Six mois... 11 "	Six mois... 15 "
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## La grève de la faim à la Santé

### Une belle manifestation de solidarité

Depuis samedi soir les détenus politiques communistes de la Santé, auxquels s'est joint par solidarité notre camarade Ruff, dit Epsilon, font la grève de la faim.

Il sont en effet amenés à prendre cette résolution par deux motifs.

1<sup>er</sup> Le refus obstiné de l'administration d'accorder le régime politique à des détenus qui y avaient droit et pour lesquels ils l'avaient réclamé.

2<sup>o</sup> La mesure odieuse prise contre six de leurs co-détenus, qu'en représailles de leur participation aux démonstrations faites à ce sujet, ont été enlevés ou quartier et encellulés au droit commun. Ces six détenus politiques font également la grève de la faim.

Les autres détenus politiques au nombre de seize réclament le retour parmi eux de leurs camarades et l'application du régime politique à tous ceux qui ont droit.

Les détenus politiques ont eu un beau et courageux geste de solidarité.

Il faut qu'ils obtiennent les légitimes revendications qu'ils formulent. A tous d'y aider.

passer ce texte pour une « traduction inédite ».

Le texte original de Genève disait notamment :

« Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand ou auquel doit être subordonné tout mouvement politique ».

Dans une version anglaise (publiée par Marx en 1860), se trouvaient ajoutées ces mots *as a means*, qui signifient « comme moyen ». C'est donc Marx qui *faussa* le sens initial des statuts en renouant l'importance du jugeur politique. Par son auteur Paul Léandre, Marx fit procéder à une impression parisienne des statuts, dans laquelle on n'avait pas oublié naturellement le fameux « comme moyen ».

Usant de l'équivocation ainsi créée, Marx n'eut aucune peine à faire admettre sous point de vue par ses amis et à substituer au texte authentique et original, un texte trahissant que le Congrès de La Haye, l'année suivante, devait entériner.

Nous disons que la Conférence de Londres, c'était un seul Dieu en plusieurs personnes. En effet, elle réunit 23 délégués sur lesquels 17 n'avaient d'autre mandat que celui qui leur avait été confié par le Conseil général dont ils étaient membres ; Marx était du nombre ainsi d'Engels ; le seul délégué pourvu d'un mandat impérial était Auseulino Lorenzo ; la Belgique était représentée par cinq délégués, dont Cesar de Paepé, un prudhomme de la première heure ; la section de Genève avait envoyé deux délégués : Oussane et l'équivoque ainsi créée, Marx n'eut aucune peine à faire admettre sous point de vue ses amis et à substituer au texte authentique et original, un texte trahissant que le Congrès de La Haye, l'année suivante, devait entériner.

Il voudrait cependant qu'on continue à prendre au sérieux, dans les pays capitalistes, l'agitation qu'ils s'efforcent de faire, de ci, de là.

Communistes, si la classe ouvrière reste indifférente devant vos prétendus mots d'ordres, qui sonnent creux et faux, c'est parce qu'elle se rend compte du double jeu dont vous animez ce que vous appellez l'action révolutionnaire, vous n'êtes plus pour elle que des jaunes qui encensez ici ce que vous coulez là.

N'avez-vous pas été jusqu'à laisser mourir en prison ceux qui, dans un suprême désespoir tentaient, par la grève de la faim, d'exiger l'élémentaire justice à laquelle a droit tout être humain, et plus particulièrement tout révolutionnaire.

Depuis des années, des milliers de révolutionnaires agonisent dans les prisons bolcheviques et dans les camps de déportation, tandis que le gouvernement dit prolétarien, organise des réceptions avec les pires ennemis de la classe ouvrière, les fascistes.

Sous prétexte de relations diplomatiques, vous vous acquoyez avec les brutes les plus sanguinaires qui firent tomber plus mal de communistes italiens cependant.

Vous semblez rire des protestations présentes, vous vous moquez des mouvements prolétariens qui se manifestent de temps à autre. Vous vous fiez à ce que la classe ouvrière et contre-révolutionnaire semble se lamenter sur certains petits faits que vous exploitez cyniquement pour masquer vos forfaits.

Nous avons rien de commun avec elle et nous ne voulons point de solidarité putride, elle aussi a trop de crimes sur la conscience pour oser prétendre se dresser contre les nouveaux tortionnaires russes.

Mais vous, dirigeants bolcheviques ne practisez-vous pas avec les ennemis de la classe ouvrière ? En persécutant les révolutionnaires nous rendez-vous pas auxiliaires de la classe bourgeoisie et les dignes continuateurs du régime tsariste ?

En vain, depuis des mois, nous vous

## GOUVERNEMENT D'ASSASSINS

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dénonçons à la classe ouvrière, les crimes et les forfaits dont se rend coupable chaque jour, le gouvernement soi-disant prolétarien de l'U.R.S.S.

Avec un cynisme révoltant, les dirigeants de l'Etat bolchevique aident et soutiennent tous les assassins du Guépéou qui, au nom d'une prétendue nécessité de « défense de la révolution » ajoutent à leur actif crimes sur crimes, meurtres sur meurtres.

Le nombre des camarades révolutionnaires tombés sous leur insatiable rapacité sanguinaire est déjà tellement grand, tellement énorme, qu'il serait d'une éloquence horible de l'établir.

En novembre dernier, le secrétariat de l'A.I.T. lançait un appel émouvant au prolétariat mondial dénonçant avec véhémence les persécutions dont sont l'objet les camarades anarchistes et syndicalistes et dressait une liste de 129 noms de camarades emprisonnés et déportés en Russie. Cette liste, ajoute le secrétariat de l'A.I.T., n'est que le quart du nombre des camarades incarcérés dans l'U.R.S.S.

Non contents de s'en prendre à ceux qui, à l'intérieur, ne cessent de lutter contre les profiteurs de la révolution, les staliniens s'en sont pris également à ceux qui s'imaginent trouver chez eux un asile certain.

Ce prétendu gouvernement prolétarien est descendu plus bas encore que le pire des Etats capitalistes.

Tous ceux qui ne pensent pas comme la clique qui détient le pouvoir sont persécutés, emprisonnés, déportés et nos camarades seraient sans doute chagrinés si, dans les pays capitalistes, les dirigeants de ceux-ci copiaient les méthodes appliquées si fermement en U.R.S.S.

Pourtant, chaque jour, nous voyons nos communistes se lamenter sur la répression qui sévit et dont, de temps à autre, ils sont victimes. Ils s'insurgent, protestent contre ces forfaits terribles, ouvrent qu'en d'autres circonstances, ils observent un silence religieux sur ces faits identiques qui se déroulent dans le pays de la dictature.

Ils voudraient cependant qu'on continue à prendre au sérieux, dans les pays capitalistes, l'agitation qu'ils s'efforcent de faire, de ci, de là.

Communistes, si la classe ouvrière reste indifférente devant vos prétendus mots d'ordres, qui sonnent creux et faux, c'est parce qu'elle se rend compte du double jeu dont vous animez ce que vous appellez l'action révolutionnaire, vous n'êtes plus pour elle que des jaunes qui encensez ici ce que vous coulez là.

Nous vous demandons de répondre aux protestations de Romain Rolland, de J.-R. Bloch, de Félix Chaillay, de C. Duhamel, de Luc Durstal, de Panait Istrati, de M. Martinet, de Frans Masereel, etc.

Et maintenant qu'un nouveau fait vient de se passer, j'ai cité la libération de l'ingénieur Henkart, ingénieur belge rentré en Belgique, condamné par les autorités soviétiques sous prétexte de sabotage, parait-il, nous exigeons des dirigeants de Moscou qu'au moins à nous, révolutionnaires, ils répondent comme ils le font aux organisations bourgeois de la Croix-Rouge par exemple.

Nous exigeons que notre camarade Ghezzi soit autorisé à quitter l'U.R.S.S., c'est un dernier avertissement que nous donnons aux tortionnaires staliniens, alors qu'il est temps encore pour sauver notre camarade Ghezzi.

En attendant, nous ne cesserons de dénoncer les ignominies d'un régime autoritaire et arbitraire, nous ne cesserons de nous dresser contre les abus de confiance par un gouvernement envers un camarade qui espérait trouver un droit d'asile en U.R.S.S.

Et avec cet espoir que demain un réveil se fera dans la classe ouvrière trop longtemps leurrée et trompée par le mirage bolchevique nous nous dresserons contre les gouvernements assassins, sans distinction d'étiquette, nous clamons notre volonté d'abattre les tyrans et les meurtriers du prolétariat international et nous conv

# Pour le droit d'asile

## NOTRE MEETING DU 17

Rien n'avait été négligé par nos adversaires pour que notre meeting tourne à un fiasco. Afin de systématiquement laisser des recouvertures, pression policière sur certains orateurs, menace de chambarder la réunion, tout avait été mis en œuvre. Et pourtant, notre meeting eut lieu et nul jeune éphèbe cher à Maurras n'osa venir le troubler.

La cameote royale a, du reste, aussi bien fait de se tenir tranquille, car elle aurait trouvé à qui parler, et la leçon que nous étions disposés à donner aux truquages aurait été sévère.

Disons cependant, pour être sincères, que ces manœuvres eurent pour résultat d'amener un peu moins de monde que d'habitude, mais c'est tout de même devant une salle bien remplie, que Loral ouvre la séance en exposant les mobiles de ce meeting.

Le Comité du Droit d'Asile en a assez de ne batailler que pour des cas isolés ; il va entamer une campagne intense pour le droit d'asile en général, pour tous les proscrits. « On pourra dresser des obstacles sans nombre sur notre route, dit notre camarade, cela ne nous découragera pas. Nous sommes résolus à aller jusqu'au bout, à renverser tous les obstacles. Nous lutterons de toutes nos forces, tant que les proscrits politiques n'auront pas obtenu le droit de vivre en pleine liberté de conscience et avec tous leurs droits d'hommes dans ce pays ».

M. Zévaès vient défendre la cause du droit d'asile. Ce n'est pas une faveur que l'on accorde aux proscrits, c'est un droit strict qui prend sa source dans les plus nobles traditions humaines. En France, dès que la révolution triompha, elle accueillit fraternement dans son sein les proscrits étrangers. L'un d'eux, Anacharsis Cloots, fut même admis à siéger à la Convention. En 1848, les républicains accueillirent Bakounine et Karl Marx, en leur disant : « Vous êtes ici chez nous ».

L'orateur rappelle que les républicains furent obligés sous Napoléon III, d'aller chercher un refuge à l'étranger. Il explique qu'en lendemain de la Commune, le gouvernement français avait demandé à l'Angleterre et à la Belgique de lui livrer les communards réfugiés dans ces deux pays et que les gouvernements monarchiques s'y étaient énergiquement refusés.

Il faut aussi réclamer l'abolition des lois séculaires de 1893, grâce auxquelles tant de militants révolutionnaires sont encore maintenus en prison. Il faut empêcher que les révoltés d'Indochine soient exécutés ou envoyés au bagne. Il faut obtenir l'annulation. Cette amnistie ne s'obtiendra, comme le droit d'asile, que par une action incessante du prolétariat.

Puis, invoquant le fascisme, Zévaès déclare en terminant : « Il peut y avoir de main des actes individuels. Ce n'est, certes, pas moi qui désapprouverai celui qui débarrassera son pays du tyran ».

Pierre Scize, qui était absent de Paris, avait envoyé la lettre suivante, dont Loral donne lecture à l'assemblée :

« Cher camarade,

« Je ne pourrai, quelque désir que j'en ai, être des vôtres mercredi, étant absent de Paris en ce moment. Veuillez me excuser auprès des camarades réunis avec vous.

« La liberté individuelle m'est trop chère pour ne pas désirer avec vous la fin de l'arbitraire policier et gouvernemental, qui dispose librement des garanties les plus précieuses de l'individu. S'il plaît à ceux qui nous gouvernent de décliner notre pays de ce suprême honneur qui était le sien : servir de lieux d'asile à tous ceux que, par le monde, la tyrannie persécutait ; du moins, ils entendent tant qu'il nous restera de souffrir, le cri véhément de notre protestation ! C'est cela que j'aurais voulu dire mercredi, et que je vous prie de dire en mon nom aux camarades assemblés pour la libération de Blanco et de Berneri.

« Recevez, avec mes respects, l'assurance de mon entier dévouement aux causes que vous défendez.

« Pierre SCIZE ».

M. Robert Lazarick déclare que décidément, il a toujours de mauvaises nouvelles à annoncer dans les meetings. A l'autre meeting c'était l'aggravation de la condamnation de Berneri, aujourd'hui, c'est son expulsion. Mais Berneri refuse de quitter le territoire, il est gardé dans une prison à Strasbourg.

« Il est symptomatique de savoir que celui qui s'est acharné après Berneri, l'homme qui a ordonné les poursuites judiciaires, est ce Raoul Peret, dont nous savons le rôle dans l'affaire Oustrie. Le ministre concoussonnaire est encore en liberté, Berneri est toujours traqué. Cela devient grave, quand on constate l'apathie générale et que l'on voit les efforts de l'aventurier Tardieu pour supprimer la légalité démocratique.

« Je ne suis pas un homme de violence. Pourtant, je déclare, que devant les manœuvres fascistes, il est temps de nous préparer à lutter, même dans la rue et par tous les moyens, pour défendre nos libertés menacées ».

Georges Auge, délégué des Jeunesse laïques et républicaines, se félicite qu'on ait fait appel à tous. Les jeunes sont décidés à faire entendre leur voix — dont il n'est qu'un écho timide mais résolu. « Le temps n'est plus où l'on pouvait dire « nous ne savons pas ce que c'est que le bâillon ». Nous n'avons pas vu la guerre dans les tranchées, mais nous l'avons vue dans les larmes de nos mères. Il ne faut plus que l'on assiste au drame que l'Amérique nous fit vivre intensément en assassinant Sacco et Vanzetti. Nous sommes résolus à défendre le droit d'asile. Voici ce que les jeunesse laïques m'avaient chargé de vous dire ce soir ».

Frot, qui avait déposé une interpellation sur le cas de Blanco, connaît admirablement bien l'affaire dont il a étudié minutieusement le dossier. Il démontre toute

l'ilégalité que serait l'extradition de notre camarade.

« Le Parlement ne se décidera à faire quelque chose, que si l'opinion publique fait entendre sa protestation véhément. « Rappelons-nous que c'est uniquement notre agitation qui a fait libérer Ascaso, Durutti et Jover.

La cameote royale a, du reste, aussi bien fait de se tenir tranquille, car elle aurait trouvé à qui parler, et la leçon que nous étions disposés à donner aux truquages aurait été sévère.

Disons cependant, pour être sincères, que ces manœuvres eurent pour résultat d'amener un peu moins de monde que d'habitude, mais c'est tout de même devant une salle bien remplie, que Loral ouvre la séance en exposant les mobiles de ce meeting.

Le Comité du Droit d'Asile en a assez de ne batailler que pour des cas isolés ; il va entamer une campagne intense pour le droit d'asile en général, pour tous les proscrits. « On pourra dresser des obstacles sans nombre sur notre route, dit notre camarade, cela ne nous découragera pas. Nous sommes résolus à aller jusqu'au bout, à renverser tous les obstacles. Nous lutterons de toutes nos forces, tant que les proscrits politiques n'auront pas obtenu le droit de vivre en pleine liberté de conscience et avec tous leurs droits d'hommes dans ce pays ».

M. Zévaès vient défendre la cause du droit d'asile. Ce n'est pas une faveur que l'on accorde aux proscrits, c'est un droit strict qui prend sa source dans les plus nobles traditions humaines. En France, dès que la révolution triompha, elle accueillit fraternement dans son sein les proscrits étrangers. L'un d'eux, Anacharsis Cloots, fut même admis à siéger à la Convention. En 1848, les républicains accueillirent Bakounine et Karl Marx, en leur disant : « Vous êtes ici chez nous ».

L'orateur rappelle que les républicains furent obligés sous Napoléon III, d'aller chercher un refuge à l'étranger. Il explique qu'en lendemain de la Commune, le gouvernement français avait demandé à l'Angleterre et à la Belgique de lui livrer les communards réfugiés dans ces deux pays et que les gouvernements monarchiques s'y étaient énergiquement refusés.

Il faut aussi réclamer l'abolition des lois séculaires de 1893, grâce auxquelles tant de militants révolutionnaires sont encore maintenus en prison. Il faut empêcher que les révoltés d'Indochine soient exécutés ou envoyés au bagne. Il faut obtenir l'annulation. Cette amnistie ne s'obtiendra, comme le droit d'asile, que par une action incessante du prolétariat.

Puis, invoquant le fascisme, Zévaès déclare en terminant : « Il peut y avoir de main des actes individuels. Ce n'est, certes, pas moi qui désapprouverai celui qui débarrassera son pays du tyran ».

Pierre Scize, qui était absent de Paris, avait envoyé la lettre suivante, dont Loral donne lecture à l'assemblée :

« Cher camarade,

« Je ne pourrai, quelque désir que j'en ai, être des vôtres mercredi, étant absent de Paris en ce moment. Veuillez me excuser auprès des camarades réunis avec vous.

« La liberté individuelle m'est trop chère pour ne pas désirer avec vous la fin de l'arbitraire policier et gouvernemental, qui dispose librement des garanties les plus précieuses de l'individu. S'il plaît à ceux qui nous gouvernent de décliner notre pays de ce suprême honneur qui était le sien : servir de lieux d'asile à tous ceux que, par le monde, la tyrannie persécutait ; du moins, ils entendent tant qu'il nous restera de souffrir, le cri véhément de notre protestation ! C'est cela que j'aurais voulu dire mercredi, et que je vous prie de dire en mon nom aux camarades assemblés pour la libération de Blanco et de Berneri.

« Recevez, avec mes respects, l'assurance de mon entier dévouement aux causes que vous défendez.

« Pierre SCIZE ».

M. Robert Lazarick déclare que décidément, il a toujours de mauvaises nouvelles à annoncer dans les meetings. A l'autre meeting c'était l'aggravation de la condamnation de Berneri, aujourd'hui, c'est son expulsion. Mais Berneri refuse de quitter le territoire, il est gardé dans une prison à Strasbourg.

« Il est symptomatique de savoir que celui qui s'est acharné après Berneri, l'homme qui a ordonné les poursuites judiciaires, est ce Raoul Peret, dont nous savons le rôle dans l'affaire Oustrie. Le ministre concoussonnaire est encore en liberté, Berneri est toujours traqué. Cela devient grave, quand on constate l'apathie générale et que l'on voit les efforts de l'aventurier Tardieu pour supprimer la légalité démocratique.

« Je ne suis pas un homme de violence. Pourtant, je déclare, que devant les manœuvres fascistes, il est temps de nous préparer à lutter, même dans la rue et par tous les moyens, pour défendre nos libertés menacées ».

Georges Auge, délégué des Jeunesse laïques et républicaines, se félicite qu'on ait fait appel à tous. Les jeunes sont décidés à faire entendre leur voix — dont il n'est qu'un écho timide mais résolu. « Le temps n'est plus où l'on pouvait dire « nous ne savons pas ce que c'est que le bâillon ». Nous n'avons pas vu la guerre dans les tranchées, mais nous l'avons vue dans les larmes de nos mères. Il ne faut plus que l'on assiste au drame que l'Amérique nous fit vivre intensément en assassinant Sacco et Vanzetti. Nous sommes résolus à défendre le droit d'asile. Voici ce que les jeunesse laïques m'avaient chargé de vous dire ce soir ».

Frot, qui avait déposé une interpellation sur le cas de Blanco, connaît admirablement bien l'affaire dont il a étudié minutieusement le dossier. Il démontre toute

l'ilégalité que serait l'extradition de notre camarade.

« Le Parlement ne se décidera à faire quelque chose, que si l'opinion publique fait entendre sa protestation véhément. « Rappelons-nous que c'est uniquement notre agitation qui a fait libérer Ascaso, Durutti et Jover.

La cameote royale a, du reste, aussi bien fait de se tenir tranquille, car elle aurait trouvé à qui parler, et la leçon que nous étions disposés à donner aux truquages aurait été sévère.

Disons cependant, pour être sincères, que ces manœuvres eurent pour résultat d'amener un peu moins de monde que d'habitude, mais c'est tout de même devant une salle bien remplie, que Loral ouvre la séance en exposant les mobiles de ce meeting.

Le Comité du Droit d'Asile en a assez de ne batailler que pour des cas isolés ; il va entamer une campagne intense pour le droit d'asile en général, pour tous les proscrits. « On pourra dresser des obstacles sans nombre sur notre route, dit notre camarade, cela ne nous découragera pas. Nous sommes résolus à aller jusqu'au bout, à renverser tous les obstacles. Nous lutterons de toutes nos forces, tant que les proscrits politiques n'auront pas obtenu le droit de vivre en pleine liberté de conscience et avec tous leurs droits d'hommes dans ce pays ».

M. Zévaès vient défendre la cause du droit d'asile. Ce n'est pas une faveur que l'on accorde aux proscrits, c'est un droit strict qui prend sa source dans les plus nobles traditions humaines. En France, dès que la révolution triompha, elle accueillit fraternement dans son sein les proscrits étrangers. L'un d'eux, Anacharsis Cloots, fut même admis à siéger à la Convention. En 1848, les républicains accueillirent Bakounine et Karl Marx, en leur disant : « Vous êtes ici chez nous ».

L'orateur rappelle que les républicains furent obligés sous Napoléon III, d'aller chercher un refuge à l'étranger. Il explique qu'en lendemain de la Commune, le gouvernement français avait demandé à l'Angleterre et à la Belgique de lui livrer les communards réfugiés dans ces deux pays et que les gouvernements monarchiques s'y étaient énergiquement refusés.

Il faut aussi réclamer l'abolition des lois séculaires de 1893, grâce auxquelles tant de militants révolutionnaires sont encore maintenus en prison. Il faut empêcher que les révoltés d'Indochine soient exécutés ou envoyés au bagne. Il faut obtenir l'annulation. Cette amnistie ne s'obtiendra, comme le droit d'asile, que par une action incessante du prolétariat.

Puis, invoquant le fascisme, Zévaès déclare en terminant : « Il peut y avoir de main des actes individuels. Ce n'est, certes, pas moi qui désapprouverai celui qui débarrassera son pays du tyran ».

Pierre Scize, qui était absent de Paris, avait envoyé la lettre suivante, dont Loral donne lecture à l'assemblée :

« Cher camarade,

« Je ne pourrai, quelque désir que j'en ai, être des vôtres mercredi, étant absent de Paris en ce moment. Veuillez me excuser auprès des camarades réunis avec vous.

« La liberté individuelle m'est trop chère pour ne pas désirer avec vous la fin de l'arbitraire policier et gouvernemental, qui dispose librement des garanties les plus précieuses de l'individu. S'il plaît à ceux qui nous gouvernent de décliner notre pays de ce suprême honneur qui était le sien : servir de lieux d'asile à tous ceux que, par le monde, la tyrannie persécutait ; du moins, ils entendent tant qu'il nous restera de souffrir, le cri véhément de notre protestation ! C'est cela que j'aurais voulu dire mercredi, et que je vous prie de dire en mon nom aux camarades assemblés pour la libération de Blanco et de Berneri.

« Recevez, avec mes respects, l'assurance de mon entier dévouement aux causes que vous défendez.

« Pierre SCIZE ».

M. Robert Lazarick déclare que décidément, il a toujours de mauvaises nouvelles à annoncer dans les meetings. A l'autre meeting c'était l'aggravation de la condamnation de Berneri, aujourd'hui, c'est son expulsion. Mais Berneri refuse de quitter le territoire, il est gardé dans une prison à Strasbourg.

« Il est symptomatique de savoir que celui qui s'est acharné après Berneri, l'homme qui a ordonné les poursuites judiciaires, est ce Raoul Peret, dont nous savons le rôle dans l'affaire Oustrie. Le ministre concoussonnaire est encore en liberté, Berneri est toujours traqué. Cela devient grave, quand on constate l'apathie générale et que l'on voit les efforts de l'aventurier Tardieu pour supprimer la légalité démocratique.

« Je ne suis pas un homme de violence. Pourtant, je déclare, que devant les manœuvres fascistes, il est temps de nous préparer à lutter, même dans la rue et par tous les moyens, pour défendre nos libertés menacées ».

Georges Auge, délégué des Jeunesse laïques et républicaines, se félicite qu'on ait fait appel à tous. Les jeunes sont décidés à faire entendre leur voix — dont il n'est qu'un écho timide mais résolu. « Le temps n'est plus où l'on pouvait dire « nous ne savons pas ce que c'est que le bâillon ». Nous n'avons pas vu la guerre dans les tranchées, mais nous l'avons vue dans les larmes de nos mères. Il ne faut plus que l'on assiste au drame que l'Amérique nous fit vivre intensément en assassinant Sacco et Vanzetti. Nous sommes résolus à défendre le droit d'asile. Voici ce que les jeunesse laïques m'avaient chargé de vous dire ce soir ».

Frot, qui avait déposé une interpellation sur le cas de Blanco, connaît admirablement bien l'affaire dont il a étudié minutieusement le dossier. Il démontre toute

## Le LIBERTAIRE

### Ce qui se passe à la prison militaire du Cherche-Midi

Le Comité pour la défense des détenus du Cherche-Midi nous communique la lettre suivante :

#### LETTRE OUVERTE A M. LE MINISTRE DE LA GUERRE

Monsieur le Ministre,

Au Cherche-Midi deux cents hommes, prévenus ou condamnés, vivent dans les conditions que nous allons vous signaler.

Les faits dont vous allez prendre connaissance, vous les ferez vérifier et alors nous ne resterons pas insensibles à la souffrance d'hommes qui, généralement, n'ont commis aucun délit de droit commun.

La gravité des faits qui vont suivre ne pourraient pas échapper.

La prison militaire de Paris, les prévenus, coupables présumés, restent vingt heures sur vingt-quatre dans des cellules qui ne sont jamais chauffées. Les prévenus peuvent se procurer un maximum d'1 fr. 50 de cantine par jour.

Les condamnés restent quotidiennement treize heures en cellule, huit heures à l'atelier et trois heures sur la cour. Seuls les ateliers sont chauffés.

Les travailleurs ont une tâche à fournir, jeunes ou vieux sont astreints à la même dépense d'énergie. A défaut d'exécution de la tâche fixée, le condamné est mis au cachot. Le salaire qui revient à chaque homme fournissant sa tâche est de 1 fr. 20 par jour, tandis que dans les prisons civiles, pour le même travail, il est alloué au moins dix francs.

Le condamné, s'il a suffisamment d'argent, peut acheter deux francs de nourriture ou tabac à la cantine, une boisson et une cigarette. Le condamné est également autorisé à faire des achats dans la prison.

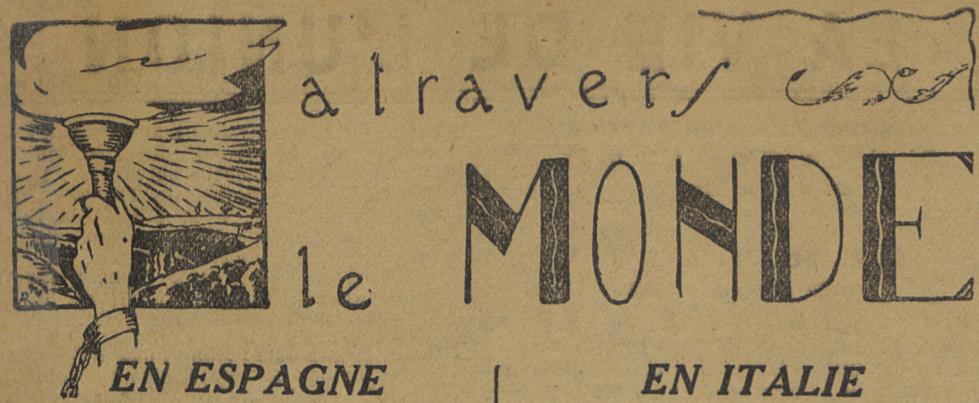
Le déjeuner du matin, servi aux deux cents hommes du Cherche-Midi consiste en quelques bassines d'eau chaude, à laquelle sont ajoutés des légumes et des viandes.

Le déjeuner du matin, servi aux deux cents hommes du Cherche-Midi consiste en quelques bassines d'eau chaude, à laquelle sont ajoutés des légumes et des viandes.

Le déjeuner du matin, servi aux deux cents hommes du Cherche-Midi consiste en quelques bassines d'eau chaude, à laquelle sont ajoutés des légumes et des viandes.

Le déjeuner du matin, servi aux deux cents hommes du Cherche-Midi consiste en quelques bassines d'eau chaude, à laquelle sont ajoutés des légumes et des viandes.

Le déjeuner du matin, servi aux deux cents



EN ESPAGNE

Que se passe-t-il exactement en Espagne? Les renseignements sont contradictoires. Tout ce que l'on peut penser, c'est qu'un mouvement de révolte se dessine contre le régime abject.

Nous publions, après le Réveil Ouvrier, l'appel suivant :

### Aux libertaires du Monde

La Révolution gronde en Espagne... La Révolution gronde au pays de l'Inquisition, des Törquemada, des tortionnaires de Montjuich, des curés assassins de Ferrer!

La Révolution gronde autour du repaire fortifié de l'Alphonse XIII, tenancier des casinos-bordels pour aristocrates, de San-Sébastien, de Deauville, de Trouville, et autres lieux mal famés...

La Révolution gronde au pays des peones miséreux, au pays des quatorze heures de travail, au pays où nul, parmi les travailleurs, n'a jamais mangé à sa faim!

La Révolution gronde sous le beau soleil d'Andalousie, où les petits enfants des ouvriers de la *ciudad* et des guenilles paysans du *campo*, doivent aller tendre la main, en pleurant : « *Un centimo, por la gracia de Dios, señor!* », pour ne point mourir de faim! (d'ination).

La Révolution gronde autour du dernier rempart (avec l'Italie) de la réaction cléricale mondiale, autour des couvents où se prélassent, gras et dodus, des milliers de laïcants males et femelles, abrutisseurs et exploiteurs du peuple espagnol...

La Révolution gronde en Espagne... De sa réussite dépend, peut-être, son extension à l'Italie, nous évitant une prochaine dernière guerre...

De sa réussite dépend, sans doute, non seulement plus d'air et de liberté pour nos frères castillans et catalans, mais aussi plus de liberté et de bien-être pour toutes les nations qui les avoisinent...

De sa réussite dépend certainement, une nouvelle avancée, vers plus d'indépendance, de tous les peuples de la latinité : européens, centre et sud-américains, actuellement écrasés par l'or sans cœur et sans pudeur de la finance anglo-saxonne...

La Révolution gronde...

Amis de partout, hommes de pensée libre!

(Amigos de todas partes, Hombres de Pensamiento Libre!)

L'heure n'est plus aux casuistiques de chapelles ; l'heure n'est plus aux discussions byzantines des 8 à 10 o'clock ; l'heure est à la lutte entre la liberté et l'esclavage, entre la vérité et le mensonge, entre la faim et la satisfaction des besoins naturels de l'homme : l'heure est, pour des millions de femmes et d'enfants, à la lutte pour la Vie ou la Mort...

La Révolution gronde...

Et, quoique personnellement tostoien de nature, nous estimons qu'il est des heures en la vie des individus et en l'histoire des peuples, où seul le triomphe de la force défensive contre la violence des oppressions coalisées, peut éviter à la pensée libre un recul en les ténèbres du passé, peut lui faire faire un nouveau bond en avant!

En de telles heures, les hommes — dignes de ce nom — de toutes opinions et de tous langages, sentent battre leur cœur à l'unisson des cœurs de ceux qui,

## LES LIVRES

E. Dieudonné :



### LA VIE DES FORCATS<sup>(1)</sup>

Que penseriez-vous d'un homme à qui on aurait fait, durant de longues années, subir toutes sortes d'avaries et qui, une fois hors des griffes de ses ennemis se mettrait à chercher des raisons suffisantes pour encenser ceux qui l'on fait souffrir? Vous en conclurez peut-être que c'est un tostoien.

Mais que diriez-vous si, devant cette tentative de réhabilitation des bourreaux, vous vous rappeliez qu'ils font encore souffrir, qu'ils torturent, qu'ils assassinent même, chaque jour, d'autres victimes qui n'ont eu l'heure d'avoir de grands journalistes pour les tirer d'embarras? Que diriez-vous de l'homme qui, parce qu'il est maintenant bien abrité contre toute atteinte de la chourme, écrirait un ouvrage dans lequel il n'aurait que lourdes indulgences pour les tortionnaires et que paroles de mépris ou de dédain pour ceux qui partagèrent avec lui les souffrances, les tortures physiques et morales d'une vie de gêne?

Ah! je savais, lorsque Dieudonné réussit à rentrer en France, que l'ancien militaire de Nancy était à jamais perdu pour toute idée émancipatrice, je savais qu'il allait bien sagement se ranger du côté des bourgeois — mais, tout de même de la à prétendre qu'il allait devenir suffisamment bourgeois pour se joindre aux morales d'une vie de gêne?

Ah! je savais, lorsque Dieudonné réussit à rentrer en France, que l'ancien militaire de Nancy était à jamais perdu pour toute idée émancipatrice, je savais qu'il allait bien sagement se ranger du côté des bourgeois — mais, tout de même de la à prétendre qu'il allait devenir suffisamment bourgeois pour se joindre aux morales d'une vie de gêne?

(1) Édition Gallimard (N. R. F.), 1 volume, 15 francs.

listes officiels et qu'il allait se muer en paragon de la sacro-sainte « nonnétet », il y avait, fichtre, une marge!

Las! un vieil axiome nous apprend que l'habitude est une seconde nature — et puisque nous avons à l'accoutumé de voir l'argent pervertir la majeure partie des consciences — ne nous étonnons donc point de lire sous la plume de Dieudonné un tel livre qui montre mieux que toutes les dissertations philosophiques qu'il suffit de mettre un peu de monnaie dans le gousset de certains hommes pour en faire aussitôt des laudatoires de la main qui frappe... mais qui arrose!

J'ai lu pas mal d'ouvrages sur le bagnard : Albert Londres, Louis Roubaud nous avaient, ces dernières années, donné les impressions de visiteurs. Avant eux, Liard-Courtois, Mescion nous avaient fait participé à la vie intime des forçats. J'ai lu des ouvrages qui étaient notamment inspirés par la « Tentative ». Aucun d'eux ne m'a laissé une telle tristesse navrée, vraiment, le bagnard tue bien. A prouver l'assassinat moral de Dieudonné. Pauvre type qui s'est cru devenu grand homme depuis qu'il eut l'honneur de la vedette à la Porte-Saint-Martin et qui se croit obligé aujourd'hui, parce qu'il est devenu patron ébeniste, 75, faubourg Saint-Antoine, de poser au moraliste pontifiant et bâtent.

La vie des forçats? si jamais vous la

### Le procès des A.C.

Dans la foule un peu confuse des partis qui recerchent l'attention du public il restait encore une place de disponibilité. Celle des imbeciles et des lâches.

Les Anciens Combattants organisés viennent de la prendre sans coup ferir! Je ne pense pas que cette nouvelle victoire ajoutera un feutron à leur aurore de lauriers. Elle ne garantira pas non plus leur peau ni, hélas! celle des autres.

Nous voici donc revenus aux beaux jours de 1913. Les mêmes vieilles barbes sont au Gouvernement, la foule est toujours veule, la canaille arrogante et le parti de la guerre plus puissant que jamais.

À l'horizon le ciel se charge d'orages. On parle de guerre prochaine, on prie Dieu aux mille bruits. — Poincaré lui-même — comme la « Jeune Captive » de Chenier — ne veut pas mourir encore!

Pendant ce temps que font les Anciens Combattants? Oh! c'est bien simple; ils passent à l'ennemi...

Il faut bien le dire et le redire sans jamais se lasser. L'ennemi ce n'est ni l'Allemand, ni l'Italien, ni le Russe c'est seulement le Parti de la guerre, l'Internationale Financière et Industrielle, le clan des fournisseurs, des spéculateurs et des affameurs, l'Equipe de ceux qui poussent et qui ne combattent jamais.

L'ennemi c'est celui qui sera des fortunes sur les cadavres; l'ennemi c'est le consortium de tous les grands journaux, l'ennemi enfin c'est l'aspirant dictateur qui n'espère que défaites grandioses afin d'offrir au peuple engoué ou son épée ou son fau fau talent.

Voilà de quoi réfléchir!

Les Anciens Combattants, eux, ne réfléchissent jamais. Pendant quatre ans et plus ils n'ont pas réfléchi.

Si dans leurs tombes, les morts de la Grande Dernière se réveillent, ils maudiront leurs camarades de combat qui ont tout oublié, même de les venger!

Ils pourraient s'écrier du fond de leurs trous : « A bas les traitres, à bas les lâches! » Nous nous sommes fait massacrer pour rien. Tout est à recommander!

Ils avaient bien promis, ces fameux combattants, d'imposer la Paix au Monde et de ne plus jamais marcher.

Serments d'ivrognes!

La gruille des matins d'attaque a obscurci la plupart des cerveaux. La peur et la lâcheté a fini le reste.

Au reste, je m'étonne à tort, il ne saurait être question d'intelligence, de courage et de lucidité. Les A.C. organisés ne sont plus des hommes (l'ont-ils jamais été?) Ils composent un troupeau vil et honteux, emmené par de mauvais bergers.

Troupau de basse-cour ou de ferme qu'importe, mais je suis certain qu'avant peu, sans crainte et sans vergogne, nos enfants ou nos neveux nous dirons à tous tracts disant : « Ou du pain pour nos enfants — ou la tête de Mussolini. » (O pane per i nostri bambini — o la testa di Mussolini).

A la suite de ces événements, les effectifs de la police à Turin et à Milan ont été augmentés et les camions transportant les denrées alimentaires sont escortés par la milice fasciste.

A Quarto d'Asti, la clôture des établissements Niebo a provoqué des incidents très graves. Un conflit a éclaté entre les chômeurs et la milice. On parle

de trois morts et de plusieurs blessés.

Même à Bologne, les chômeurs ont manifesté dans les rues. La police a chargé la foule et a procédé à environ 150 arrestations. Des groupes de « squadrini » ont parcouru les quartiers populaires en provoquant et en menaçant les ouvriers et leurs femmes. Des coups de revolver ont été tirés contre un des chefs de la milice, un certain Bonacorsi, connu pour avoir commis plusieurs crimes. Celui-ci n'a pas été atteint. La presse fasciste, évidemment, ne souffre mot de tous ces événements.

Si éloignés soient-ils, risquent leur vie pour l'abolition de la servitude de tous. Anti-religieux, Socialistes-Libertaires, Anarchistes!

L'heure semble venue, pour vous, d'ajouter, par tous les moyens dont vous pourrez disposer, vos frères de l'autre côté des Pyrénées...

Anti-autoritaires de tous pays, en hâte : Entr'aidez-vous!

JORGE MACARENO.

### LA GUERRE DES GAZ

CONFÉRENCE

par Louis LORÉAL

le samedi 27 décembre, à 20 h. 30

Salle Closier

rue de la République, Argenteuil.

Participation aux frais : 1 fr. 50

connaissez à la lecture du livre de Dieudonné, vous aurez bien de la veine; car, en vérité, s'il est question de forçats dans son ouvrage c'est le moins souvent possible — ou, quand il en est question, ce n'est pas pour plaindre les pauvres diables, mais uniquement pour dénoncer leurs tares et leurs vices.

Au vrai, on se serait attendu de la part d'un homme qui, durant dix-sept ans, subit la vie affreuse du bagnard, à des cris de colère, à des révélations vengeresses, à des accusations implacables contre cette association des criminels qu'on appelle l'Administration Pénitentiaire. Lorsque, par exemple on lit l'ouvrage — pourtant modéré — de Mescion, on y voit le reflet des souffrances indélicates des pauvres déchets d'humanité à qui toute une tourbe de maîtres fait expier durement le crime de ne pas être nés sous une bonne étoile. Dans le livre de Dieudonné, rien. C'est à croire que les chauches ont non seulement broyé l'homme, ventilé le cœur, mais encore qu'ils l'ont amputé de leurs tares et leurs vices!

Certes, quand on a la bonne fortune, après avoir subi une dure épée, de se retrouver assis confortablement dans un bon fauteuil de son propre salon patronal, il est humain (et c'est en cela que l'homme se rapproche de la bête) de ne vouloir vivre que dans la quiétude de l'heure présente. Mais lorsque l'on veut raconter la « vie » de ceux qui sont encore sous l'étreinte de la racaille gélière, il faut raconter sans fard; sans exagération, certes, mais aussi sans atténuation.

Oh! nous savons que des mœurs honteuses et navrantes ont force de loi parmi les bagnards, nous savons que ce ne sont pas précisément ce que l'on pourrait appeler des spécimens enviables d'humanité, ils ont leurs tares, leurs vices — mais n'y a-t-il vraiment que les bagnards qui sont comme cela?

### LA VOIX DE PROVINCE

Adresser ce qui concerne la « Voix de Province » à Pierre Lentente, au « Libétaire », 188, boulevard de la Villette, Paris (19).

#### MONTPELLIER

CONFÉRENCE  
publique et contradictoire  
par  
G. MICHAUD

#### ANARCHISME ET BOLCHEVISCHE

La répression en Russie  
Makno, Chezzi, Aron Baron, etc.

Sans ferveur, sans passion, sans haine, l'orateur fera un exposé objectif de la répression russe ayant eu lieu dans la ville de la révolution.

Le parti bolchevik est invité spécialement à déléguer un de ses orateurs à la conférence.

Mais, pas d'obstruction, la liberté pour tous.

La réunion aura lieu le lundi 29 décembre, à 20 h. 30, salle du Pavillon Populaire.

La présence de tous les copains est indispensable.

Le Groupe de Montpellier.

\*\*\*

#### SAINT-ETIENNE.

La culture des « Poires »

Des élections vont avoir lieu prochainement sans doute, car le poirisme commence à battre son plein.

Le Bloc républicain-socialiste de la Loire (espèce Soulié) exerce de Saint-Étienne et sénateur, continue à accumuler mensonges sur mensonges dans son journal « La Tribune ».

Le Bloc républicain-socialiste de la Loire (espèce Dufour, maire de Saint-Étienne et député) continue à se défendre contre le bloc Soulié par les moyens habituels en pareille circonstance : la démagogie dans son journal « La République ».

Les S.F.I.O. sont handicapés par leur colère avec les radicaux-socialistes à une fin de « décrocher » des mandats électifs que seuls ils ne pensent avoir à cause de la division survoltée dans les rangs des radicaux-socialistes depuis la dernière lutte Dufour-Soulié dont j'ai déjà parlé et que de la volonté de Tardieu (dissolution du Conseil municipal) les « poires » ont sanctionnées en donnant la majorité aux Dufouristes, laissant les Souliéistes sur le carreau, les S.F.I.O. ne purent raller que 1.500 voix ayant été offertes d'autreux à Soulié par les moyens habituels en pareille circonstance : la démagogie dans son journal « La République ».

Les S.F.I.O. sont handicapés par leur colère avec les radicaux-socialistes à une fin de « décrocher » des mandats électifs que seuls ils ne pensent avoir à cause de la division survoltée dans les rangs des radicaux-socialistes depuis la dernière lutte Dufour-Soulié dont j'ai déjà parlé et que de la volonté de Tardieu (dissolution du Conseil municipal) les « poires » ont sanctionnées en donnant la majorité aux Dufouristes, laissant les Souliéistes sur le carreau, les S.F.I.O. ne purent raller que 1.500 voix ayant été offertes d'autreux à Soulié par les moyens habituels en pareille circonstance : la démagogie dans son journal « La République ».

Les S.F.I.O. sont handicapés par leur colère avec les radicaux-socialistes à une fin de « décrocher » des mandats électifs que seuls ils ne pensent avoir à cause de la division survoltée dans les rangs des radicaux-socialistes depuis la dernière lutte Dufour-Soulié dont j'ai déjà parlé et que de la volonté de Tardieu (dissolution du Conseil municipal) les « poires » ont sanctionnées en donnant la majorité aux Dufouristes, laissant les Souliéistes sur le carreau, les S.F.I.O. ne purent raller que 1.500 voix ayant été offertes d'autreux à Soulié par les moyens habituels en pareille circonstance : la démagogie dans son journal « La République ».

Les S.F.I.O. sont handicapés par leur colère avec les radicaux-socialistes à une fin de « décrocher » des mandats électifs que seuls ils ne pensent avoir à cause de la division survoltée dans les rangs des radicaux-socialistes depuis la dernière lutte Dufour-Soulié dont j'ai déjà parlé et que de la volonté de Tardieu (dissolution du Conseil municipal) les « poires » ont sanctionnées en donnant la majorité aux Dufouristes, laissant les Souliéistes sur le carreau, les S.F.I.O. ne purent raller que 1.500 voix ayant été offertes d'autreux à Soulié par les moyens habituels en pareille circonstance : la démagogie dans son journal « La République ».

Les S.F.I.O. sont handicapés par leur colère avec les radicaux-socialistes à une fin de « décrocher » des mandats électifs que seuls ils ne pensent avoir à cause de la division survoltée dans les rangs des radicaux-socialistes depuis la dernière lutte Dufour-Soulié dont j'ai déjà parlé et que de la volonté de Tardieu (dissolution du

## TRIBUNE SYNDICALE

**L'unité? Oui!**  
**Mais avec tous!**

Nous publions l'article ci-dessous, qui n'engage que la seule responsabilité de son auteur. Bien entendu, d'autres camarades peuvent ne pas partager, voire même combattre la thèse émise. Les colonnes de cette Tribune syndicale leurs sont ouvertes. A condition, bien entendu, qu'il n'y ait aucune querelle de personnes, et que le ton ne dépasse pas celui d'une polémique d'idées. — La Rédaction.

Il n'est pas trop tard pour repartir de ce fameux manifeste « pour l'unité syndicale », qui a soullevé déjà tant de commentaires dans la presse d'extrême-gauche. Il est, du reste, excellent de « voir venir » un peu avant de s'engager dans des commentaires envers une manifestation qui peut être appelée à jouer un grand rôle dans le mouvement syndical de notre pays, si les auteurs savent lui donner la suite méritée.

Nul doute, en effet, que si une sérieuse campagne, tenace et sans arrêt, est menée dans les syndicats appartenant aux diverses centrales, un courant d'unité s'avèrera à la longue assez puissant pour briser toutes les résistances.

Car, qu'on le veuille ou non, il y a, dans cette déclaration, dite des « vingt-deux », un souffle indéniable d'unité.

Certes, en lisant les signatures on ne peut s'empêcher de tiquer assez fortement. Il y a des noms qui, ma foi, n'étaient rien moins que spécialement désignés pour figurer au bas d'un tel manifeste.

Lorsqu'on connaît le rôle primordial joué par *Dumoulin* de 1919 à 1921 dans les incidents qui amènent la première rupture de l'unité confédérale, quand on se rappelle que si la C. G. T. U. est aujourd'hui sous la dépendance absolue du Parti bolcheviste, on ne peut pas oublier que *Monatte*, *Chambellan* et autres néo-minoritaires de la U., ont été les artisans de cette mise en tutelle ; lorsque l'on sait tout cela et bien d'autres choses encore, on ne peut pas faire moins que de dire qu'on aurait préféré voir d'autres signatures. Mais, enfin, ce qui est fait est fait, et force nous est bien, si nous voulons apprécier ce manifeste, de faire abstraction des personnalités qui l'ont rédigé pour ne plus s'attacher qu'aux idées émises.

On peut, encore, regretter fortement le parti-pris systématique d'ignorer la C. G. T. S. R., qui, qu'on le veuille ou non, compte quand même pour quelque chose. Les promoteurs de cette fameuse réunion au cours de laquelle furent arrêtés définitivement les termes mêmes de la proclamation, auraient dû, s'ils avaient été à ce moment véritablement épris de l'esprit unitaire, convoquer quelques membres de la troisième centrale. Car si l'unité syndicale est désirable, nécessaire même, ce n'est qu'à la condition qu'elle se réalise dans le mouvement syndical en entier (j'entends bien ici par mouvement syndical, celui, seul, qui constitue la C. G. T. avant 1922). Il ne peut être aucunement question du syndicalisme confessionnel ou jaune.

Si l'on veut réellement l'unité syndicale, il faut écarter résolument les questions de personnes, faire table rase des inimitiés, voire même des répugnances que l'on peut éprouver pour tel ou tel individu. Car une unité qui se réaliseraient moyennant l'exclusive prononcée contre telle ou telle personnalité ne serait pas une véritable unité *puisque il y aurait des exclus*. Tous ceux qui veulent sincèrement et sans aucune arrière-pensée que se reconstitue le bloc solide des forces ouvrières, tous ceux qui sentent combien la nécessité se fait sentir impérieuse de reconstruire ce bloc au plus vite, tous ceux qui savent les multiples dangers qui menacent la classe ouvrière (guerre, fascisme, chômage), si elle ne sait pas opposer à toutes les forces mauvaises du capitalisme un syndicalisme puissant et fortement uni : tous ceux-là doivent bien se pénétrer de cette idée que l'unité syndicale ne peut se réaliser que si tous ceux qui la veulent, la veulent avec assise de force pour être décidés à aboutir cette que coûte.

Il faut donc commencer, si l'on veut s'entendre, par ne pas poser de conditions préalables à cette unité.

Si l'esprit véritablement unitaire n'a pas encore de force dans le mouvement ouvrier, c'est justement parce que des deux côtés de ce mouvement on a tendu à réaliser l'unité d'une manière qui la rendrait impossible.

Les uns disaient : « Vous n'avez qu'à revenir à la vieille C. G. T., la porte vous est grande ouverte ! ». Mais il fallait rentrer individuellement — presque la corde au cou. Les autres disaient : « Nous voulons un Congrès commun de nos deux organisations, traitant d'égal à égal », c'est-à-dire que cette unité se serait réalisée de puissance à puissance, de chefs à chefs.

Ce qu'il faut, c'est l'unité *par en bas*. Les chefs de l'une ou l'autre centrale ont fait assez de bêtises, pour que le moins qu'on leur puisse demander, c'est de nous faire la paix et de nous laisser réparer tranquillement les dommages qu'ils ont causés.

C'est par le syndicat, d'abord, que peut seulement se réaliser l'unité. Quand on aura sans relâche fait ressortir tous les motifs qui imposent la réalisation de l'unité ; quand on aura, par une propagande intense, convaincu la majeure partie des syndiqués que cette unité est absolument indispensable, sous peine de grands malheurs pour la classe ouvrière, l'unité se réalisera toute seule, à la base, dans le syndicat.

Seulement — et je le répète au risque d'être fastidieux — cette unité ne se fera que si aucune condition ne subordonne sa réalisation : ni condition de personnes, ni condition d'amour-propre.

C'est pourquoi je regrette tant que les « vingt-deux » aient voulu, d'une façon

délibérée, éliminer la C. G. T. S. R. de cette unité. Ils auraient dû faire faire leurs rancœurs de sectaires, pour ne plus songer qu'au syndicalisme en péril et ils auraient dû, par conséquent, ne pas négliger une centrale qui, après tout, est peut-être la seule avec laquelle l'unité doive pouvoir se réaliser facilement, puis qu'elle seule se revendique des principes du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classe et d'intransigeante indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques.

Avec les réserves et les précisions ci-dessus, j'accepte donc, comme étant de bon augure et constituant un geste utile de la déclaration des « vingt-deux ».

L'unité se fera avec tous, ou elle ne sera pas.

Louis RAFFIN.

**C. G. T. S. R.****SYNDICAT GENERAL DE L'AMEUBLEMENT**

Les camarades adhérents à notre Syndicat sont priés de passer au plus vite à notre permanence pour se mettre à jour de leur carte confédérale, afin de faciliter le travail du trésorier.

Une assemblée générale aura lieu dans la première quinzaine de janvier. Que chacun en prenne bien note.

Le Bureau.

**Chambre Syndicale Autonome des Métallurgistes**

Les camarades sont avisés que les cartes de 1931 sont dès maintenant à leur disposition au siège.

Permanence tous les samedis, de 3 à 6 heures. Les dimanches matin, de 9 à 12 heures. Bourse du Travail, bureau 21, 5<sup>e</sup> étage.

**Dans le S. U. B.**

Permanence du dimanche. — La permanence du dimanche matin, pour les mois de janvier et février, fonctionnera de la façon suivante : 4 janvier, Charonneau ; 11 janvier, Ganin ; 18 janvier, Castelaz ; 25 janvier, Desminier ; 1<sup>er</sup> février, Charonneau ; 8 février, Rottier ; 15 février, Guy ; 23 février, Giraud Victor.

**C. G. T.****Syndicat des Terrassiers**

Tous les camarades sont avisés que l'assemblée générale aura lieu le dimanche 28 décembre, à 9 heures du matin, bourse du travail.

A l'ordre du jour figure le renouvellement du conseil syndical. En raison du nombre de candidats à la fonction de secrétaire, le vote aura lieu à bulletin secret.

L'ordre du jour étant très chargé, nous compsons que les camarades seront tous présents à 9 heures précises.

Le secrétaire, Albert Catugier.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier, toutes les correspondances adressées à notre ancien local, rue des Prairies, seront renvoyées par « la poste » à l'expéditeur.

Prenez donc bien note que tout ce qui concerne « Le Libertaire », « L'Union Anarchiste », la « Fédération parisienne », notre service de Librairie, le « Comité du Droit d'Asile », « La Lotta anarchica », etc., doit être adressé au **LIBERTAIRE**, 186, boulevard de la Villette.

**ŒUVRES DE P. J. PROUDHON**

NOUVELLE EDITION publiée avec des notes et documents inédits sous la direction de MM. G. BOUGLE et H. MOYSSET

Systèmes des contradictions économiques ou Philosophie de la misère. — Introduction et notes de M. Roger Picard, 2 volumes de 400 et 426 pages, avec un portrait ..... 50 fr.

Idée de la Révolution au XIX<sup>e</sup> Siècle. — Introduction et notes de M. Aimé Berthod, 1 volume de 464 pages, illustré d'un portrait ..... 30 fr.

De la capacité politique des classes ouvrières. — Introduction et notes de M. Maximilien Leroy. 1 vol. de 424 pages. 30 fr.

Qu'est-ce que la propriété. — Candidature à la pension Suard. — De la célébration du dimanche. — Introduction et notes de M. Michel Augé-Laribé, 1 volume de 368 p., illustré d'un portrait. 30 fr.

De la création de l'Ordre dans l'Humanité ou Principes d'organisation politique. — Introduction et notes de MM. C. Bouglé et A. Cuvillier, illustré d'une reproduction de Daumier, 1 vol. de 464 p. 30 fr.

La Guerre et la Paix. — Recherches sur le principe de la Constitution du Dr des gens. — Introduction et notes de M. Henri Moysset, 1 vol. de 629 p. 40 fr.

Les Confessions d'un Révolutionnaire pour servir à l'histoire de la Révolution de Février. — Introduction, appendice et notes de M. Daniel Halévy, 1 volume de 442 pages, illustré d'une reproduction de Victor Adam ..... 40 fr.

En vente à notre Service de Librairie, 186, boulevard de la Villette

PETITE CORRESPONDANCE

Les copains de Rouen veulent-ils répondre à Lachèvre, 9, rue d'Austerlitz, Le Havre, au sujet d'une entente pour la propagande ?

Les camarades susceptibles de donner l'adresse de **Galo Perez**, sont priés d'écrire à Piade aux Artus, par Saint-Christol-des-Arles (Gard).

Cossuini, Rueil. — Abonnement terminé le 15-5-31.

Jacquet, à Franconville. — Donne-nous ton adresse exacte. — J. Girardin.

Delarue et sa compagne sont priés de donner leur adresse à Gavet ou Gilet, à Creil, pour communication sérieuse.

**LA VOIX DE PROVINCE**

(Suite de la troisième page.)

Nan donne la parole à Lapeyre du C. D. A. qui, brillamment, expose le cas Blanco, les affaires d'Espagne, le mouvement syndical, les pistoleros, les assassinats patronaux, les exécutions gouvernementales par la « loi de la mort ». Il dit son regret de voir arrêter en France, le peuple se désinteresse de tout ; les hommes, les vrais hommes, dit-il, se font de plus en plus rares ; nous sommes tous coupables ; ce qui n'est pas nous, nous désintrêsser, nous avons des frontières dans notre cœur. Le Droit d'Asile que violent nos gouvernements nous ne pourrons le faire respecter que lorsqu'en dans nos poitrines nous donnerons asile à nos sentiments. Il est possible qu'en Espagne, dit Lapeyre, soit proclamée la République, il souhaite que ce soit une République vraie ! « La chose de tous », et que diriez-vous, citoyens d'ici, lorsque la République Espagnole vous accusera d'avoir livrés à leurs bourreaux, les Pons, les Livres et autres ? Egarnez-vous cette honte, réagissez et délivrez votre frère.

La parole est donnée à la contradiction et comme personne ne la demande, on donne lecture du procès-verbal suivant :

Les prolétaires Toulousains, réunis à l'ancienne Faculté des Lettres, le vendredi 19 décembre 1930, sans distinction de Parti et se placant au-dessus de toutes préoccupations d'ordre politique, respectueux du Droit d'Asile, protestent avec la plus farouche énergie contre l'extradition dont est menacé le militaire syndicaliste Blanco Martínez.

Ennemis nés de toutes les réactions et de tous les fascismes, ils ne se feront jamais les complices de la répression bourgeoise, cléricale ou monarchiste, ils s'opposeront de toutes leurs forces au projet d'assassinat perpétré par le capitalisme espagnol aux abois.

S'ils n'ont pu arracher aux bourreaux américains les courageux Sacco et Vanzetti et à l'Espagne Pons Delmer, le camarade de Blanco, ils refusent de livrer aux bourreaux espagnols Blanco Martínez.

Ils demandent au gouvernement français de ne pas endosser une telle responsabilité et se déclarent prêts à lutter sans trêve ni repos, pour le respect de la liberté d'opinions contre les lois scélérates et contre la peine de mort. Exigent la mise en liberté de Blanco Martínez et se séparent aux cris de : « Vive le Droit d'Asile ! A bas toutes les dictatures ! »

On propose alors l'envoi d'un télégramme au Ministère de la Justice, rédigé comme suit et qui est accepté :

Toulouse, 20 décembre 1930.

Parti socialiste, Jeunesse socialistes, Union syndicats, Ligue Droits Homme, Groupe libertaire, Comité Droit d'Asile, mandant libération Blanco Ministère Justice, ce, Paris.

Après quoi, la séance est levée.

Un copain.

**Campagne contre la guerre**

Devant la difficulté de trouver des salles de fête dans les quartiers de Toulouse (on n'empresse pas pour les anarchistes), nous n'avons pu, cette semaine, donner de réunion, ce sera donc pour la semaine prochaine. Toutefois, ayant fait imprimer 5.000 manifestes, nous avons profité du dimanche pour en répartir environ 3.000. Nous sommes persuadés que cette préparation nous rendra le plus efficace que nous nous proposons pour bientôt contre la guerre.

Nous tiendrons nos camarades au courant.

Un copain.

**Chronique de la Banlieue****ROSNY**

Ohé ! Philippe... Qui connaît Philippe ? cet électricien anarchiste qui en touche. Il en touche, y a pas a ch... Oui, ce sinistre personnage n'est autre qu'une mouche au service de Chiappe. En tout cas, si vous ne le connaissez pas, il y en a un qui le connaît, lui, et ce un c'est... devinez ? eh bien ! c'est un communiste.

D'ailleurs il nous l'a affirmé assez fort à la tribune de Rosny, en guise de contradiction sur la guerre des gaz. Il sait que Philippe est un surnom, mais il ignore lequel il cache ; son adresse ? Connais pas ; son siège ? rappelle plus ! Et pourtant, il a rendu longtemps avec lui.

Ainsi, des salles latrines débordantes, le bolchevik sans cesse déverse sa calomnie. Et ce pauvre troupeau, bétail de demain, avale tout ce qui en sort avec une facilité étonnante.

Oh ! peuple inconscient, pourquoi es-tu toujours prêt à sceller le dernier maillon de ta chaîne, ainsi qu'à placer le panier sous ta lunette, pour recevoir la tête de tes meilleurs défenseurs et attendus bêtement pour te révolter, que tes maîtres ne t'envoient que des os à ronger ?

Il faut, réellement, pour ne pas être dévoué devant un tel étalage d'horreurs, que nos idées soient fortement établies en nous. Ce qui fait notre force, c'est que nous savons que la raison vaincra.

Voici bien longtemps que Rosny n'a pas été remué par les anarchistes et pour un début, nous n'avons pas à nous plaindre. Notre première conférence dans cette localité fut non seulement fertile en contradictions, mais surtout en obstructions. Obstruction qui se manifesta dès les premières paroles de Loréal qui pourtant ne s'attaquaient pas en core au dieu communiste. Au milieu de ces hurlements de fauves, Loréal réussit à se faire entendre et termina, envers et contre tous, ainsi qu'il l'avait annoncé, son exposé.

On sait comment Loréal « paya », pour ses idées, aussi l'on comprendra facilement de devant les obstructions et les balivernes telles que : « Vendu à Chiappe, qu'as-tu fait pendant la guerre ? » et ces mots de Loréal : « Il est une insulte que je ne saurais entendre une seconde fois ! Je suis venu ici faire une conférence contre la guerre des gaz et ferai tout mon possible pour y réussir. Mais si toutefois c'est un match de boxe que vous posez, je suis prêt ! Que celui qui prononce de telles calomnies, vienne ici, seul, et il promet de lui faire renforcer ses ordres ! »

Alors, oh alors, devant la trique par eux cherchée, et tant dérisoire, le silence régnait. Comme je l'ai dit plus haut, Loréal, malgré la tentative de sabotage des communistes, put terminer. Et les objecteurs d'inconscience furent mis en demeure de venir s'expliquer à la tribune.

C'est d'abord le premier qui nous parla de ce mystérieux Philippe (Ah ! bon dieu de Philippe, on en parla longtemps) et qui nous déroula le disque habituel et classique des anarcho-bolcheviks. Ecoutez bien : « Tant pis pour ceux qui n'auront pas compris leur devoir de classe ! » C'est édifiant.

Je n'insiste pas plus longtemps sur une contradiction aussi fournie en paroles que pauvres en arguments.

Loréal mit les mosquées au pied du mur et ils n'eurent même pas le courage d'attendre la fin.

**LA VIE DE L'UNION****COMMISSION ADMINISTRATIVE**

Réunion